



Quel outsider et quel programme pour 2027 ?

Description

Le modèle que les pays occidentaux, France y compris, ont adopté est en train de s'effondrer : main-d'œuvre bon marché avec une immigration incontrôlée, endettement massif, désindustrialisation, faible secteur de la défense et illusions d'entreprises à forte marge.

Le système politique français tel qu'il est construit empêche tout changement, réforme ou amélioration.

Les bureaucrates et technocrates, plutôt d'orientation socialiste, ne sont pas les mieux placés pour remettre la France sur de bon rails. Il semble, qu'à l'instar des Etats-Unis, seul un outsider ne soit capable de transformer la France.

Une majorité des sondés le pensent comme l'indique le dernier sondage Odoxa- Figaro : 78% souhaitent un futur président en rupture avec la politique actuelle.

Cela ne veut malheureusement pas dire que la France deviendra enfin libérale ou du moins qu'elle se situera dans la moyenne des pays de l'UE ; une forte majorité d'électeurs de gauche veut plus de gauche...n'oublions pas que la politique économique actuelle du RN reste étatiste et socialiste.

Le déni de la réalité est très répandu parmi les politiques. Qui aura le courage politique d'ouvrir les yeux des électeurs et de dire la vérité sur l'état réel de l'économie française ?

Les statistiques suivantes sont terrifiantes :

	FRANCE	Moyenne UE	Moyenne OCDE	France 1970
Taux croissance du PIB	0,7%	0,9%	1,7%	5,7%
Déficit commercial (% du PIB)	3,7%	Excédent +1%	1%	0,5%
Déficit (% du PIB)	5,5%	3,5%	3,7%	Excédent 0,5%
Dette publique (% du PIB)	112,7%	81,7%	84,1%	15%

Dépenses publiques (% du PIB)	57%	49,6%	46%	38%
Industrie (% du PIB)	< 12%	22%	20%	30%
R&D (% du PIB)	2,2%	2,3%	2,7%	1,8%
Impôts sur les sociétés	25%	21%	21,5%	50%
Impôts sur le revenu	47%	38%	34,6%	60%
Cotisations salariales et patronales	~50%	30%	25,2%	30%
Taux de chômage	7,5%	6%	4,8%	2,5%

De plus, le coût de la bureaucratie en France est estimé, selon diverses études, entre 3% et 4% du PIB, soit : près de 110 milliards d'euros.

L'analyse du tableau indique que la situation économique française peut s'améliorer si elle atteint les moyennes de l'UE ou de l'OCDE. Mais le fameux modèle social français empêche toute croissance économique soutenue, avec des prélèvements obligatoires les plus élevés et des salaires bruts et nets assez faibles du fait des fortes cotisations salariales et patronales.

Si elle se décide à copier les meilleurs de la classe, cela sera encore mieux.

A titre d'exemple, une réduction des dépenses publiques de 57% à 46%, la moyenne de l'OCDE, permettrait d'économiser 11% du PIB, soit près de 300 milliards d'euros !!

A 46%, le pays reste encore éloigné d'une économie libérale.

Il fut un temps où la France était une grande puissance indépendante et souveraine. Elle était le deuxième exportateur mondial de produits agricoles, la quatrième puissance militaire au monde, la quatrième puissance économique mondiale.

Dans les années 1960, sous la présidence du général De Gaulle, les conditions d'une économie florissante étaient en place ; la dépense publique était de l'ordre de 35% grâce à la mise en œuvre du plan Rueff.

Comme l'a montré à longueur d'éditoriaux, l'ancien patron d'Essilor, Xavier Fontanet, la France a décroché le jour où elle a abandonné les politiques économiques préconisées par Rueff au profit de celles de Keynes après la présidence de Pompidou.

Le plan Rueff, mis en œuvre en 1958 sous l'égide de l'économiste Jacques Rueff et adopté par le général Charles de Gaulle, est un ensemble de réformes économiques visant à redresser l'économie française, alors en crise, au moment de la transition vers la Ve République. Ce plan intervient dans un contexte de forte instabilité économique, marqué par une inflation élevée, un déficit commercial chronique, un déficit budgétaire important et une perte de confiance dans le franc.

Le plan Rueff de 1958 est une réponse audacieuse à la crise économique française, combinant une dévaluation ciblée, une discipline budgétaire et une ouverture progressive au commerce international. Il permet de stabiliser le franc, de réduire les déséquilibres commerciaux et budgétaires, et de poser les bases d'une croissance durable. Ce plan reste un exemple emblématique de réforme économique

réussie dans l'histoire française.

Or, de nos jours les politiques phosphorent d'idées complexes pour augmenter les recettes de l'État avec toutes sortes d'impôts. Le dernier en date évoqué est la TVA sociale. Encore une taxe. Stop aux taxes !!

L'Etat doit prioritairement baisser la dépense publique !

57% du PIB est un niveau scandaleusement élevé ; cela empêche toute initiative privée et toute création massive de richesse. C'est comme si la France courrait une course hippique avec handicap. Mais tout le monde n'est pas Jos Verbeeck.

Les entreprises privées ne sont pas les vaches à lait de l'État. Sans entreprises, point de création, de richesses ni création d'emplois. N'y aurait-il pas des économies à faire du côté des agences de l'État et autres comités Théodule dont le coût est de l'ordre de 80 milliards d'euros ? Et si l'État ciblait la moyenne européenne ? Baisser les dépenses de l'ordre de 8% du PIB à 49% permettrait d'économiser plus de 200 milliards d'euros.

Il faudra un choc fiscal avec une baisse massive de la fiscalité à l'instar de Trump qui réglemente et réduit les impôts. Qui pour diriger un DOGE à la française et pour couper dans la bureaucratie et la gabegie ? L'économiste Marc Touati ? Le maire de Cannes David Lisnard ?

Comme les systèmes sont interdépendants, le désastre ne se cantonne pas à l'économie.

La France s'est effondrée dans les classements scolaires et dans toutes les matières ; elle a chuté au 27ème rang du classement PISA. Comment évoluer dans un monde concurrentiel lorsque l'on ne maîtrise pas les bases en langues et en mathématiques ? Quel exploit ! Dernier en mathématiques dans le classement de l'UE, et avant-dernier dans celui de l'OCDE. Félicitons les ministres de l'Education Nationale ! Le désastre est devant nous, car les futurs diplômés aux moindres compétences vont devoir faire face à un monde transformé par l'intelligence artificielle.

Au niveau régalien, l'insécurité est forte sur l'ensemble du territoire, la justice est faible par la combinaison de faibles moyens avec une idéologie laxiste d'une partie de la magistrature. Les chiffres montrent que l'on est loin du sentiment d'insécurité que les politiques et médias veulent faire croire. Le déni du réel est un mal français. Aux Etats-Unis, Richard Nixon avait gagné les élections sur la loi et l'ordre.

L'armée française, en dépit d'un budget d'à peine 2% du PIB, n'est pas adaptée pour des conflits majeurs. La transition d'une armée de conscrits vers une armée de métier a réduit massivement les effectifs. La réduction des budgets militaires par Bercy, le ministère de la Défense servant de variable d'ajustement, a entraîné une baisse de la commande militaire et une désindustrialisation dans le tissu industriel des entreprises du secteur de l'armement.

La désindustrialisation ne s'est pas limitée à la Défense. L'ensemble du pays a été touché par la désindustrialisation. Cette désindustrialisation s'est faite par choix politique. Le fameux monde sans usine, si cher à Alcatel. L'Allemagne et la Suisse possèdent un tissu industriel puissant et développé.

Les choix politiques dans le domaine de l'énergie ont accentué cette désindustrialisation : hausses des

prix de l'électricité à cause du mécanisme européen de fixation des prix basé sur le prix du gaz et par la volonté de réduire la part du nucléaire par des calculs politiques avec les écologistes. La France possède pourtant le plus grand parc de centrales nucléaires d'Europe...

Les dernières trouvailles du gouvernement et de l'UE sont les ZFE, les DPE et toutes sortes de nouvelles normes qui n'aboutiront qu'aux sacrifices de la classe moyenne et de l'industrie sur l'autel du « Net Zéro » de la fumeuse lutte contre le changement climatique alors que l'Inde et la Chine polluent massivement. Quelle hypocrisie.

Qui aura le courage de refaire de la France une puissance agricole ?

La France avait aussi le meilleur système de santé. Qui pour le réformer ? Les meilleurs sont en Asie (Japon, Singapour, Corée du Sud) et la Suisse. Est-ce que le pays peut continuer à foncer à toute vitesse vers l'abîme ? La réponse se fera dans 2 ans lors de l'élection présidentielle de 2027.

Quel candidat aura la capacité de transformer massivement le pays ? Quel sera son programme ? Apportera-t-il les bonnes solutions ? Sera-t-il un homme politique issu des partis ou un entrepreneur à succès ?

Il aura cinq défis majeurs : la sécurité, l'économie, l'agriculture, la souveraineté et la débureaucratization.

Avant toute chose, il faut sortir du déni et enfin voir le réel même s'il déplaît à l'univers médiatique. Les élites boboisées sont trop déconnectées et ont tendance à créer des réglementations qui aboutissent à une rupture avec le peuple ; notamment entre la *France d'en haut* et la *France d'en bas*.

Il faut remettre de la liberté dans la vie quotidienne des français, et cesser de les emmerder comme le disait si bien le président Pompidou.

Enfin, avoir un président qui réalise ses promesses électorales. Javier Milei et Donald Trump ont tenu leurs promesses électorales selon la BBC, The Times, ou El Pais.

Les problèmes du pays se renforcent mutuellement.

La France fait face à un choc démographique avec le vieillissement de la population et une chute de la natalité dans un contexte de fort endettement économique.

L'immigration de masse impacte elle aussi les finances publiques avec toutes les aides sociales.

L'Etat-providence laxiste n'est plus tenable dans ce contexte de finances dégradées, lequel tient debout parce que la classe moyenne est écrasée par les taxes. Il repose sur les entreprises et les salariés.

L'insécurité atteint des sommets sur l'ensemble du territoire. La société est divisée également entre les citadins et la ruralité, entre la sécession des élites et le reste du pays.

Comme le dit le politologue Jérôme Fourquet, le pays connaît la gentrification des centres-villes, le recul de la mixité sociale à l'école.

Tout n'est pas négatif. L'information a changé, l'hégémonie culturelle du camp du bien touche à sa fin. Des nouveaux médias, réseaux sociaux inclus, ont émergé et permis de sortir du déni de réalité.

Le prochain président et son gouvernement devront prendre des solutions systémiques. Cela nécessitera du courage face à la vindicte médiatique d'une gauche lavée du cerveau à l'eau tiède des grandes écoles.

Le recours au référendum sera utile dans des situations de blocages face aux juridictions suprêmes.

Réponse début mai 2027

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée

2 juin 2025